



PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE DU GROUPE BOLCHEVIK-LÉNINISTE de la S.F.I.O. (Anc. Ligue Communiste)

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

L'électoratisme serait la défaite même électorale

Les marxistes ont toujours répudié l'électoratisme, qui consiste à quêter servilement des mandats, au détriment du programme socialiste et de l'action révolutionnaire. Mais ils n'excluent aucune forme d'action susceptible de servir leurs principes et, par cela même, ils participent à l'action électorale qui est un moyen de développer la politique révolutionnaire. Du temps où ceux qui se vantaient aujourd'hui dans le parlementarisme, adoraient comme un fétiche « le citoyen Browning » Lénine montrait que les révolutionnaires n'avaient à faire preuve d'aucun fétichisme, pas plus insurrectionnel que légaliste. Nous sommes fidèles à la pensée de Lénine quand nous disons qu'à l'occasion de l'audience plus ample suscitée par les élections municipales, le Parti Ouvrier doit exposer avec netteté les solutions socialistes, tenter d'organiser autour de lui, des couches plus vastes d'exploités liés à la lutte pour les revendications locales la lutte révolutionnaire pour le renversement du régime.

Surtout dans la situation présente, les élections municipales revêtent une grande importance politique. De quel côté vont se tourner ces masses paysannes plongées dans la misère par la chute vertigineuse des prix du blé, du bétail, du vin, des petits boutiquiers écrasés d'impôts, étranglés par les marchands de fonds et les usuriers, cette jeunesse désespérée, à qui des parlementaires et des généraux d'âge canonique n'offrent d'autre issue que la vie désolante des casernes?

Déjà on peut prévoir, d'après des expériences récentes, que les partis démocratiques parlementaires traditionnels, dont l'armature est aussi vermoulue que celle du régime, feront les frais de la juste colère des masses, qui auront à choisir, entre deux solutions : celle des fascistes, et la nôtre. On ne peut prévoir à quel rythme va s'opérer ce détachement progressif des masses; il suffit de connaître la tendance générale du développement pour que la tâche des socialistes soit claire. Qui apparaîtra comme la force capable de prendre le relèvement sera suivi. Mais pour cela il faut précisément se présenter comme une force distincte du régime actuel et donner confiance dans cette force.

Aux paysans, on ne saurait prêcher cette patience facile pour des parlementaires bien nourris, et l'espoir dans une légalité qui n'a plus pour eux aucune vertu du moment qu'elle les plonge dans la misère. Il faut leur proposer la lutte révolutionnaire en commun avec les ouvriers des villes, sur la base d'un programme de salut de l'agriculture (grands travaux d'irrigation, contrôle du marché et des Bourses, Crédit gratuit, machines agricoles, expropriation par les Comités paysans des grands domaines, contrôle sur les Banques exploiteuses, nationalisation de l'industrie des engrais, etc...)

Aux petits boutiquiers, on ne saurait laisser espérer que le vote d'une loi étouffée par les vieux barbons du Luxembourg suffira à éviter leurs faillites, ni même que le vote d'une loi susceptible de soulager leurs dettes, peut dépendre de conciliabules de contrats. Il faut montrer que seule la nationalisation des Banques et des principales industries peut permettre à l'Etat ouvrier de favoriser les petites entreprises, au lieu de calmer leur impatience par le truchement de parlementaires polis, il faut les appeler à la lutte avec les ouvriers non seulement pour leurs revendications immédiates (loi sur les billets de fonds, diminution des im-

pôts), mais pour le recouvrement du régime qui les ruine et les affame.

Aux jeunes, aux femmes, aux couches les plus exploitées on ne saurait donner l'illusion qu'une atténuation quelconque peut être apportée à leur sort en dehors de la lutte révolutionnaire et finalement de la Révolution. D'ailleurs les masses sous l'aiguillon de la misère perdent de plus en plus cette illusion et mépriseront le candidat « socialiste » qui tentera de l'accréditer.

A la classe ouvrière, qui commence à douter des vertus du Front Populaire et de la prière pour l'unité en soi (dont ne veulent plus d'ailleurs les Etats-Majors dès qu'elle se présente sous la forme d'une prise de contact des éléments révolutionnaires de la base), il faut redonner confiance dans sa force. On ne peut le faire en lui bélant le pacifisme. Il faut au contraire, par une propagande inlassable, mobiliser les ouvriers en vue des luttes physiques contre les bandits fascistes, leur montrer la nécessité de s'armer et de former leurs bataillons de combat, les milices. Ce n'est d'ailleurs qu'en apparaissant comme une force, capable d'écraser toute tentative fasciste à l'occasion des réunions électorales, comme en toute autre occasion, que la classe ouvrière pourra inspirer confiance aux petits bourgeois et les entraîner dans son action.

Voilà dans les grandes lignes quelles sont à notre point de vue les conditions à remplir pour que la campagne électorale puisse marquer une avance sérieuse du Parti et de la classe ouvrière sur le fascisme.

Malheureusement les premiers pas faits par certains candidats, certains dans la Région Parisienne, nous montrent que ce n'est pas dans cette voie qu'on s'oriente. Tel qui parlait de « l'armement individuel du peuple », lors de la période d'effervescence du front unique, manifestant ainsi tout au moins sa bonne volonté, parce qu'il rêve aujourd'hui d'un siège municipal, répète désormais ses discours à l'envers, croit habile de raconter aux électeurs que le socialisme n'a jamais été partisan de la violence.

Tel autre, qui est un foudre de gauche dans sa section, récite des fadaïses sur la personnalité de ses adversaires et laisse simplement dans sa poche le programme socialiste.

Chacun, d'une manière générale considère que l'action électorale au lieu d'être la continuation de la politique (même de celle pourtant bien timide du Parti) ouvre l'ère de toute une série de licences, de cabrioles.

Nous disons à ces espèces variées d'« électoratisme » : « Attention camarades, à vos élections ! Même du point de vue de vos intérêts vulgaires vous vous trompez grossièrement. Cet électeur, que vous croyez en quête de mêmes profits et de bonnes relations avec son conseiller municipal, est menacé par la misère, s'il n'y est déjà tombé. Il manifeste violemment sa volonté que ça change. Et vous vous présentez à lui comme le candidat du statu quo ! Prenez garde que le candidat fasciste qui n'hésite pas à proclamer démagogiquement sa volonté de nettoyage, ne vous prenne cet électeur, qui veut des représentants énergiques et décidés et non des poules mouillées ». Prenez garde, électoratistes ! L'électoratisme, ce sera la défaite, et même, ce qui vous intéresse, votre défaite électorale.

Après le sac de la rue Feydeau

LA PASSIVITÉ DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES FAIT CROÎTRE L'AUDACE DE L'ENNEMI !

Il faut des représailles !

Partout où la vermine fasciste rencontre des poignes solides, disciplinées dans des formations de défense : elle se disperse. Mais il ne s'agit que d'initiatives locales ou d'efforts éparés, les organisations ouvrières, les partis du front unique, les syndicats se refusent à FAIRE LA LEVÉE DE MASSE QUI S'IMPOSE : A CRÉER LA MILICE DU PEUPLE, c'est pourquoi l'ennemi développe ses formations militaires, organise expédition sur expédition, se fait la main à Lille, à Reims, dans la localité de Le Corre... puis fait la première expédition contre les locaux ouvriers en saccageant la Fédération de la Seine du Parti et des Jeunesses socialistes !

La Fédération de la Seine a voté plusieurs fois en faveur des milices ouvrières et de l'armement du peuple : elle est couverte « statutairement » par la motion de Toulouse, elle doit immédiatement donner à l'attaque de la rue Feydeau toutes ses conclusions, entre autres, constituer partout LES PREMIERS BATAILLONS OUVRIERS ! Chaque section doit d'urgence, en même temps que publiquement faire des propositions au P. C., la C. G. T., la C. G. T. U., sur ces points, enrôler directement dans le peuple, chasser de tous leurs repaires les formations fascistes.

IL FAUT LA MILICE DU PEUPLE POUR COMBATTRE, MAIS IL FAUT COMBATTRE POUR LA MILICE DU PEUPLE. Un combat acharné contre le jeunisme et la négligence, la pseudo-témérité qui masque la confiance dans la protection gouvernementale et le refus de mener une lutte de classe implacable.

Il s'agit du problème de la vie ou de la mort des organisations ouvrières et de leurs militants.

Nous devons constater que pour atteindre mortellement l'ennemi de classe, IL NOUS FAUT VAINCRE DANS NOS PROPRES RANGS LA PASSIVITÉ QUI LUI PERMET DE SE DÉVELOPPER, qui paralyse, freine, handicape tout effort sérieux pour constituer les groupes de défense. Il faut que le Parti sache QUI SABOTE EN IRONISANT ET EN BOYCOTTANT LA GARDE DES LOCAUX SOCIALISTES, qui se résigne, par avance à l'assassinat. Il faut qu'on sache que c'est la direction de Parti qui a interdit la garde des locaux entreprise par les jeunes et les T.T.P.S.

La milice du peuple, l'armement des travailleurs sont les premiers moyens d'une politique d'ensemble de combat pour le pouvoir. Tergiverser sur ce point c'est trahir !

G. B. L.

Les fascistes lèvent la tête

LILLE

Dans la même semaine, deux mobilisations réactionnaires.

Les Croix de Feu qui tiennent un meeting après une occupation clandestine et militaire de la ville. La Solidarité française dont le meeting interdit à Lille se tient librement dans sa banlieue.

Salengro à Lille s'adresse à M. Flaminio J. Renaud lui répond dans la « Solidarité Française » :

« — Je te tutoie, eh oui !

Vois-tu, on tutoie toujours les valets de ferme et les Jeanfoutre. Je te considère comme l'un et comme l'autre.

Car Salengro, député maire, tu viens de commettre une lâcheté aussi grave que celle commise par le cycliste dont je t'ai conté l'histoire, en traitant un patriote comme un exclu, puisque tu lui as fait interdire de parler dans une ville française !

Tu as eu peur de venir toi-même me porter l'interdit !

Tu as eu peur de la paire de claques qui t'aurait immédiatement confirmé dans la certitude de les avoir reçues !

Mais sois tranquille : TU LES AURAS ! »

Ce même J. Renaud promet l'exécution de Blum dans son torchon, pourtant il peut tenir des réunions, faire vendre son journal par ses miliciens à chemises bleues dans des quartiers ouvriers ou des localités de banlieue comme Argenteuil !

Il constitue ses dépôts d'armes, ses salles d'entraînement (rue des Archives) devient peu à peu officiel comme la semaine dernière aux Invalides, où le drapeau de ses nerfs fut salué par Gouraud !

MORSANG-SUR-ORGE

Le Corre a eu le courage de tenir sur la Patrie, « notre pays », un tout autre langage que celui de Peri ou de Vaillant-Couturier, ou de Blum... La « Solidarité Française » décide une expédition. Ils se massent au Pavillon Bleu à Saint-Cloud (aux portes de Boulogne, municipalité socialiste) et partent pour Morsang-sur-Orge, la garde mobile empêche leurs représailles. « L'Ami du Peuple » écrit :

« Le citoyen Le Corre a eu un premier aversissement. Qu'il sache bien que la S. F. n'a pas dit son dernier mot. »

CLERMONT-DE-L'OISE

Grand rassemblement Croix de Feu. Mobilisation militaire, terreur sur le passage, travailleurs molestés ; voici un récit que l'« Humanité » fait, implorant la dissolution des lignes fascistes !

« — M. Sellier (Camille) ancien commerçant, réformé de guerre à 100 %.

Adossé à un mur place de l'Equippée, je reçus d'abord, vers 4 h. 30, sans provocation, un coup de poing, puis un coup de matraque. Vers 6 heures, des individus voulurent me faire crier : « Vive de la Roque ! Je m'y refusai. Alors ils voulurent me prendre ma casquette. Comme je résistai, trente individus m'assaillirent. Je reçus des coups de matraque sur la tête et sur tout le corps. Mes agresseurs devaient même avoir d'autres engins, car j'eus la joue traversée, le docteur dut me recoudre avec deux agrafes. Accablé de coups, je tombai sans connaissance. Mes effets étaient pleins de sang, je souffre énormément de la tête et de la poitrine. J'ajoute qu'ils voulaient me faire entrer dans le garage (où se tenait leur meeting) et l'un disait : « Amenez-le, on va l'arranger ! »

Fred Zeller inculpé

Notre camarade Zeller, secrétaire fédéral de l'Entente de la Seine, s'est vu inculpé de provocation des militaires à la désobéissance pour avoir affirmé, au cours d'une réunion, que « les baïonnettes devaient être intelligentes ». Nous n'avons pas été d'accord, nous ne sommes pas d'accord avec la position du camarade Zeller et de la tendance. J. S. B. sur la défense nationale. Nous sentons que la position équivoque, centrée qu'ils ont adoptée et qui explique leur refus d'un texte commun aux tendances de la Seine, parce qu'il aurait fallu alors adopter une attitude claire de

toute équivoque, en dénoncer sa fausse position, que cette position condamne les militants à la confusion et permet l'offensive des partisans variés d'une collaboration franche ou dissimulée à la défense nationale. Mais dans l'action, devant la répression bourgeoise, nous sommes à côté de notre camarade Zeller. Nous pensons que cette inculpation doit être le point de départ d'une vaste campagne de protestation de l'Entente contre la répression et pour le regroupement des jeunes de la région parisienne sur la base de la lutte acharnée contre la guerre et la défense nationale.

Devant le Congrès du Parti

DÉFENSE NATIONALE ET PRISE DU POUVOIR

Le dernier Conseil national du Parti socialiste a décidé qu'à l'ordre du jour du Congrès national, en juin, se trouverait la question de la prise du pouvoir, mais il a décidé aussi que la question de la guerre et de la défense nationale ne serait pas discutée. Que penserait-on de gens qui, décidant d'étudier comment effectuer une entreprise périlleuse, laisseraient en même temps à l'écart de leurs préoccupations un des plus gros obstacles vers l'objectif qu'ils se sont fixés ? C'est ainsi qu'a agi effectivement le Conseil national : discuter de la prise du pouvoir sans s'occuper de la question de la guerre, ce serait ignorer un obstacle monstrueux et, par suite, inévitablement se vouer à une défaite cuisante.

Le danger d'un nouveau cataclysme a grandi au fur et à mesure que la classe ouvrière reculait en Europe. Ce danger est ressenti par toute la population. Aussi la bourgeoisie s'efforce-t-elle de tirer le plus grand parti de l'inquiétude générale avant la menace grandissante d'une guerre. C'est pour elle un des meilleurs moyens, en faisant vibrer la corde patriotique, d'imposer aux masses laborieuses de nouveaux sacrifices au profit de leurs exploitateurs. La marche des travailleurs vers le pouvoir peut précisément être entravée par la propagande de la bourgeoisie au sujet de la question de la guerre. Ce ne sont pas seulement les réactionnaires les plus enragés, mais ce sont toutes les formations de la bourgeoisie qui déclarent : le danger extérieur est imminent, pour y faire face il faut s'unir à l'intérieur. Et cette philosophie sert et servira à justifier la répression contre les tentatives que fera la classe ouvrière pour accéder au pouvoir.

En présence de telles circonstances, ne pas avoir une position claire, dénuée d'équivoque sur la question de la guerre et de la défense nationale, c'est se fermer soi-même la voie du pouvoir. Comment veut-on détourner les masses du nationalisme si on n'a pas de position précise sur la question de la guerre ?

Mais, par ailleurs, tandis que le Conseil national refuse de discuter la question de la guerre et de la défense nationale, les militants les plus responsables du Parti socialiste, son groupe parlementaire, son journal central *Le Populaire*, prennent des positions dont nous devons dire qu'elles ne les mènent pas... aux camps de concentration. Vous êtes des incapables, déclarent-ils aux gens au pouvoir, votre régime est pourri. Nous seuls, socialistes, pouvons sauver l'humanité ; mais, s'empressent-ils d'ajouter, au moment où votre régime subira les plus grands dangers, où il sera menacé par une autre équipe de brigands, alors vous pourrez compter sur nous. Au nom de la démocratie !

Croit-on qu'un tel langage entraîne les larges masses ? Ou l'on s'affirmera — par la parole et par l'action — adversaire résolu du régime, décidé à utiliser toutes les circonstances pour l'abattre, toutes les circonstances pour l'abattre, niant notamment toute défense nationale comme une formule mensongère destinée à masquer la défense des profits des exploitateurs, et dans ce cas on rassemblera une masse vaccinée contre le patriotisme et la lutte pour le pouvoir pourra être entreprise avec succès ; ou bien, l'on sèmera la confusion autour de la notion de classe, on l'estompera derrière la notion de nation et de patrie, et dans ce cas, de larges masses, qui ignorent les nuances parlementaires, se tourneront du côté réactionnaire qui leur apparaîtra comme plus compétent pour la défense nationale. C'est une expérience qui a été largement faite en

(Voir suite page 4)

Où la bureaucratie staliniste mène-t-elle l'U.R.S.S. ?

(Suite du numéro 234)

Néo-nep et inquiétude dans le pays

Même avant que la néo-nep, qu'aucun plan n'ait prévue, ait pu révéler des résultats économiques, elle a provoqué des conséquences politiques aiguës. Le tournant à droite dans la politique extérieure et intérieure ne pouvait pas ne pas provoquer l'inquiétude des éléments les plus conscients du prolétariat. A l'inquiétude s'est joint le mécontentement, résultat de la montée considérable du prix de la vie, l'état d'esprit de la paysannerie reste instable et tendu. A cela il faut ajouter une profonde fermentation dans la jeunesse, particulièrement dans la partie qui est la plus proche de la bureaucratie, observe son arbitraire, ses privilèges et ses abus. C'est dans cette atmosphère épaisse qu'a éclaté le coup de revolver de Nikolaïev.

Opposition et terreur

La presse staliniste tente de faire décoller l'acte terroriste de 1934 de la plateforme oppositionnelle de 1926. « Toute opposition — nous dit-on — même incriminable à la contre-révolution. » Si on essaie de trouver ici une idée politique, c'est à peu près la suivante : quoique la plateforme en elle-même exclut l'idée de terreur individuelle, elle éveille la critique et le mécontentement ; et puisque le mécontentement ne peut trouver aucune issue normale par le canal du Parti, des soviets et des syndicats, il doit nécessairement conduire en fin de compte les déséquilibres à des actes terroristes. Dans ce raisonnement il y a un germe de vérité, il faut seulement le faire apparaître. La critique et le mécontentement mènent à l'attentat et au meurtre non pas toujours, mais dans des conditions exceptionnelles, lorsque les contradictions sont tendues à l'extrême, que l'atmosphère est chargée d'électricité, que le mécontentement déborde très largement, que la bureaucratie tient les éléments avancés du pays à la gorge. Par son aphorisme : « Toute opposition mène inévitablement à la contre-révolution », la presse staliniste donne la critique la plus âpre et la plus sombre du régime staliniste. Et pour cette fois elle dit vrai.

Pour assurer le tournant à droite, un coup à gauche

La bureaucratie a répondu au coup de revolver de Nikolaïev par une attaque enragée contre l'aile gauche du Parti et de la classe ouvrière. Staline attendait pour ainsi dire une occasion pour des répressions contre Zinoviev, Kaménev et leurs amis. Les journaux, comme en 1924-1929, mènent une campagne absolument inimaginable contre le « trotskisme ». Il suffit de dire que Trotsky est représenté maintenant dans la « Pravda » comme ayant introduit des « nids contre-révolutionnaires » dans l'Armée Rouge pendant la Guerre civile ; sauver la révolution de ces « nids », ce fut, évidemment, l'œuvre de Staline. Dans les écoles, les universités, la presse, les commissariats, on découvre toujours et toujours de nouveaux « trotskistes », dans beaucoup de cas, des récidivistes. Les arrestations et les déportations ont de nouveau pris un caractère de masse. Du Parti fréquemment épuré on vient encore de retirer 15 à 20 %, soit environ 300.000 hommes. Cela signifie-t-il que les bolchéviks-léninistes ont fait dans ces derniers temps de tels progrès ? Une telle conclusion serait trop hâtive. Le mécontentement parmi les ouvriers s'est indubitablement accru ; se sont aussi accrues les sympathies pour l'opposition de gauche. Mais se sont encore plus accrues la méfiance et la peur de la bureaucratie. Elle n'est même plus capable d'assimiler les capitulaires sincères. Pour faire le brusque tournant à droite il lui faut une amputation massive à gauche. Le coup de revolver de Nikolaïev fut appelé à donner une justification extérieure à la chirurgie politique de Staline.

L'aventurisme et la terreur individuelle

La terreur individuelle est aventuriste par son essence même : ses conséquences politiques sont imprévisibles et ne répondent presque jamais à leurs buts. Que voulait Nikolaïev ? Nous ne le savons pas. Il est fort vraisemblable qu'il voulait protester contre le régime du Parti, l'absence de contrôle sur la bureaucratie ou le cours de droite. Et les résultats ? L'écrasement par la bureaucratie des gauches et des semi-gauches, le renforcement de l'oppression et du manque de contrôle, une terreur pré-

ventive contre ceux qui peuvent être mécontents du tournant à droite. En tout cas, le fait que le coup de revolver de Nikolaïev ait pu provoquer des conséquences si disproportionnées témoigne incontestablement que ces « conséquences » étaient déjà incluses dans la situation politique et n'attendaient qu'une occasion pour éclater au grand jour.

S'assurer sur les deux fronts

La bureaucratie entre dans la période où il faut tirer le bilan des deux plans quinquennaux et se hâte de s'assurer d'avance. Elle est prête à faire des concessions économiques aux paysans, c'est-à-dire à leurs intérêts et à leurs tendances petites-bourgeoises. Mais elle ne veut faire aucune concession aux intérêts politiques de l'avant-garde prolétarienne. Au contraire, elle commence son nouveau tournant du côté du « kolchosien aisé » par un raid policier enragé contre tout ce qui vit et pense dans la classe ouvrière et la jeunesse étudiante.

On peut dès maintenant prévoir que le raid contre les gauches sera tôt ou tard suivi d'un raid contre les droitières. Le centrisme bureaucratique, qui s'est épanoui sous la forme soviétique du bonapartisme, ne serait pas lui-même, s'il pouvait maintenir son équilibre autrement que par des attaques continues « sur les deux fronts », c'est-à-dire, en fin de compte, contre l'internationalisme prolétarien et contre les tendances à la restauration capitaliste. Le problème fondamental pour la bureaucratie est de se maintenir. Les ennemis et les adversaires de la clique dirigeante ou simplement ses amis insuffisamment sûrs sont mis au nombre des « agents de l'intervention » de droite ou de gauche, souvent uniquement selon les commodités de l'amalgame. L'exclusion du Parti de l'ancien Commissaire du Peuple à l'Agriculture Smirnov est un avertissement délicat aux droitières : « Ne bougez pas, songez au lendemain ! » Le coup d'aujourd'hui est en tout cas entièrement dirigé contre la gauche.

La triple formule du bonapartisme staliniste

Retraité diplomatique devant la bourgeoisie mondiale et devant le réformisme ; retraite économique devant les tendances petites-bourgeoises du pays ; offensive politique contre l'avant-garde du prolétariat, telle est la triple formule du nouveau chapitre dans le développement du bonapartisme staliniste. Qu'y aura-t-il à la fin de ce chapitre ? En tout cas, pas une société sans classe avec une bureaucratie pacifiquement dissoute en elle. Au contraire, l'état ouvrier entre de nouveau dans une période de crise politique ouverte. Son acuité inouïe lui vient maintenant non pas des contradictions du système économique de transition, quelque profondes qu'elles soient, mais de la situation exceptionnelle de la bureaucratie, qui non seulement ne veut, mais ne peut même plus faire de concessions politiques à l'avant-garde des travailleurs. Devenue elle-même prisonnière du système qu'elle a érigé, la clique staliniste est maintenant la principale source de convulsions politiques dans le pays.

Le principal danger pour l'U.R.S.S. est le stalinisme

Combien loin ira à droite le tournant diplomatique, économique et de l'Internationale Communiste et quelles seront les nouvelles conséquences sociales qu'il apportera en U. R. S. S., on ne pourra le juger que sur la base d'un examen attentif de toutes les étapes du développement dans les années futures. L'Internationale Communiste, en tout cas, ne sauvera rien. Tombant de chute en chute, sa bureaucratie complètement démoralisée trahit littéralement les intérêts les plus vitaux du prolétariat mondial pour les bonnes grâces de la clique staliniste. Mais l'état créé par la révolution d'octobre est vivant. Les années d'industrialisation et de collectivisation brusquée, sous le fouet et tous leurs éléments, ont engendré, à côté de grands succès, de grosses difficultés. La retraite imposée actuellement renferme en soi, comme toujours, de nouvelles difficultés, économiques et politiques. Dès maintenant, pourtant, on peut dire avec pleine certitude : la crise politique engendrée par l'absolutisme bureaucratique représente pour l'Union Soviétique un danger beaucoup plus immédiat et beaucoup plus aigu que toutes les proportions et contradictions de l'économie de transition.

Le prolétariat soviétique

La bureaucratie non seulement ne veut pas, mais ne peut pas se réformer elle-même. Assainir l'état soviétique par la voie d'une impitoyable épuration de l'appareil de la bureaucratie, en commençant par le haut, seule pourrait le faire l'avant-garde du prolétariat. Mais pour cela elle doit se dresser elle-même sur pieds, rassembler ses rangs, restaurer, plus exactement, recréer le parti révolutionnaire, les soviets, les syndicats. Cette tâche sera-t-elle au-dessus de ses forces ?

La classe ouvrière de l'U. R. S. S. s'est extraordinairement accrue en nombre. Son rôle dans la production s'est encore démesurément plus accru que son nombre. Le poids social du prolétariat soviétique est maintenant énorme. Sa faiblesse politique est déterminée : par l'hétérogénéité de sa composition sociale, l'absence dans la nouvelle génération d'expérience révolutionnaire, la décomposition du parti, les incessantes et lourdes défaites du prolétariat international.

La dernière cause est l'étape actuelle décisive. L'absence de perspectives internationales fait que les ouvriers soviétiques s'enferment dans leur coquille nationale et tolèrent la théorie du « socialisme en un seul pays », avec la déification de la bureaucratie, qui découle de cette théorie. Pour reprendre confiance dans leurs propres forces, les ouvriers soviétiques doivent de nouveau reprendre confiance dans les forces du prolétariat mondial.

La principale clé de la situation

La lutte des forces à l'intérieur de l'U. R. S. S., comme aussi les zigzags du Kremlin, ont assurément une importance énorme pour accélérer ou, au contraire, retarder le dénouement. Mais la principale clé de la situation intérieure de l'Union Soviétique se trouve dès maintenant en dehors de l'Union Soviétique. Si le prolétariat occidental abandonne le continent au fascisme, l'état ouvrier, isolé et profondément dégénéré, ne se maintiendra pas longtemps. Non pas parce qu'il doit inévitablement tomber sous les coups de l'intervention armée : dans d'autres conditions l'intervention soviétique pourrait au contraire renverser le fascisme. Mais les contradictions intérieures de l'U. R. S. S. ont atteint dès maintenant par les victoires de la contre-révolution mondiale la tension-limite. Une extension ultérieure du fascisme, affaiblissant encore plus la force de résistance du prolétariat soviétique, rendrait impossible le remplacement du système bonapartiste en décomposition par un système de soviets régénérés. La catastrophe politique deviendrait inévitable, et derrière elle viendrait inévitablement le rétablissement de la propriété privée des moyens de production.

« Socialisme en un seul pays »

A la lumière de la situation mondiale actuelle, la théorie du « socialisme en un seul pays », cet évangile de la bureaucratie, apparaît devant nous dans toute son étroitesse nationale et sa fausseté présomptueuse. Il ne s'agit évidemment pas de la possibilité ou de l'impossibilité purement abstraite d'éduquer une société socialiste dans tels ou tels cadres géographiques, — c'est là un exercice de scolastique ; nous avons en vue un problème beaucoup plus proche et beaucoup plus concret, vivant, historique et non métaphysique : l'état soviétique isolé peut-il se maintenir indéfiniment dans l'enceinte impériariste, dans l'anneau, qui se resserre, des « contre-révolutions » fascistes ? Non, répond le marxisme. Non, répond la situation intérieure de l'U. R. S. S. La pression impériariste du dehors ; les forces et les ressources dépensées pour la défense ; l'impossibilité de relations économiques internationales normales, — ces obstacles sont déjà en eux-mêmes suffisamment profonds et sérieux ; mais incomparablement plus important qu'eux est le fait que les défaites de la révolution mondiale rongent le soutien vivant du système soviétique, le prolétariat, en le forçant à allonger docilement le cou sous le joug d'une bureaucratie nationale que rongent, à leur tour, toutes les tares du bonapartisme. Hors de la révolution mondiale, pas de salut !

« Pessimisme ! » diront les perroquets dressés de la soi-disant Internationale Communiste. « Défense du capitalisme ! » s'exclameront les charlatans mercenaires, qui ont depuis longtemps abandonné révolution et marxisme. Quant à

A propos d'un bulletin

Les Jeunes du Groupe Bolchévik-Léniniste s'étaient mis d'accord avec le représentant à Paris des Jeunes du S.A.P. (Parti Socialiste Ouvrier d'Allemagne) pour assurer la parution en langue française du Bulletin du Bureau de Stockholm des Organisations Révolutionnaires de Jeunes, bulletin qui paraît depuis plusieurs mois en langue allemande. Un premier numéro avait été rédigé en commun. Mais, en assurant la confection du Bulletin, le représentant de la S.A.P. introduisit dans l'article leader sur la Nouvelle Internationale quelques « modifications » qui en renversent complètement le sens, et ne sont que les « arguments » ordinaires du S.A.P., contre la Nouvelle Internationale, adaptés à l'usage des jeunes.

Les Jeunes du G.B.L. ne prennent aucune responsabilité pour ce Bulletin, qui ne reflète que la confusion confuse de son auteur.

LES JEUNES DU G.B.L.

La voie de la Nouvelle Internationale

Nos idées sur les principes et la formation de la Nouvelle Internationale ont été souvent exposées, en particulier dernièrement dans le texte de notre Commission de Propagande paru dans le N° 232 de *La Vérité*, du 28 mars (« Encore une fois, où va la France ? », Chapitre VI : Pourquoi la IV^e Internationale ?).

Ces idées n'ont rien de commun avec celles que le S.A.P. a introduit dans le bulletin falsifié, que nous démentons ci-dessus.

« PARTIS UNIQUES ET REVOLUTIONNAIRES »

L'article leader de ce Bulletin, de la plume du représentant du S.A.P., proclame : « Pour des partis uniques adaptés à la tâche révolutionnaire ! » Voilà, certes, une chose magnifique : tout le prolétariat organisé rassemblé sur la base des principes et des méthodes révolutionnaires ! Mais ce n'est, hélas, qu'un vœu pieux. L'expérience du mouvement ouvrier de tous les pays nous présente un tableau bien différent.

Le prolétariat n'est pas homogène. Il sort de la société bourgeoise et porte l'influence de celle-ci. En résultat de son histoire, une partie de ses chefs sont des petits bourgeois conservateurs et apeurés, à genoux devant l'état bourgeois. Une autre partie est une équipe de valets à la solde de la bureaucratie soviétique, dont le seul but est le maintien d'elle-même et de ses avantages, au mépris des intérêts du prolétariat mondial et, par cela même, de l'état soviétique. Pour construire des « partis uniques et révolutionnaires » il faut attendre que l'influence de ces chefs dans le camp ouvrier soit réduite à néant. Vraiment, le « processus » serait un peu long !

L'unification de la classe ouvrière sur la base révolutionnaire n'est possible — et encore jamais complètement — que lorsque le Parti révolutionnaire, qui, le plus souvent, a dû se séparer de l'aile réformiste, agent de la bourgeoisie, s'empare du pouvoir, ralliant derrière lui avec le prolétariat l'ensemble des exploités de la nation.

Lorsque le S.A.P. proclame la nécessité de créer des partis « uniques et révolutionnaires », il propose aux ouvriers une utopie et ainsi ne fait que masquer les véritables problèmes et les véritables tâches révolutionnaires.

LE « PROCESSUS HISTORIQUE »

Le document publié en contrebande par le S.A.P. proclame sentencieusement : « Cette Internationale sera le résultat d'un processus historique... ». Voilà une phrase bien mystérieuse. Une nouvelle Internationale, moins que tout autre chose, ne tombe pas du ciel. Nous ne sommes pas des idéalistes. Nous sommes des matérialistes. Pour nous tout est le « résultat d'un processus historique ». Que peut bien signifier cette phrase sous la plume du représentant du S.A.P. ? Une simple évidence ou quelque chose de plus profond ? L'auteur se fait, comme cela arrive bien souvent aux sapistes sur bien des choses. Mais, si l'on écoute tout ce que dit le S.A.P., on apprend bientôt qu'il y a d'énragés trotskystes qui veulent « proclamer » immédiatement la IV^e Internationale.

« nous, nous considérons réellement sans aucun « optimisme » le système staliniste de direction, de l'état ouvrier, c'est-à-dire d'étoffement de l'état ouvrier. L'effondrement de ce système, dans toutes les variantes du développement historique, est également inévitable. Mais la bureaucratie soviétique n'entraînera pas dans sa chute l'état ouvrier que si le prolétariat européen et mondial entre dans la voie de l'offensive et de la victoire. L'affranchissement de l'avant-garde mondiale des tenailles mortelles du stalinisme est la première condition du succès. Malgré tous les obstacles dressés par un puissant appareil de mensonges et de calomnies, cette tâche sera résolue. Dans les intérêts du prolétariat mondial comme de l'Union Soviétique ! »

L'article ci-dessus est reproduit du N° 42 du « Bulletin de l'Opposition (Bolchéviks-Léninistes) ».

Au secours de Victor Serge

Il y a deux ans, le 8 mars, Victor-Serge, l'auteur de *L'An I de la Révolution russe*, de *Ville Conquise* et de maints autres ouvrages révolutionnaires, était arrêté et déporté pour deux ans, sans le moindre jugement, à Orenbourg, aux confins des steppes de l'Asie centrale. Aucune accusation précise n'a jamais été portée pour justifier une telle mesure.

Au congrès dit des écrivains soviétiques, aucune voix n'a été levée en faveur d'un des meilleurs écrivains à qui l'U. R. S. S. doit le plus. Richard Bloch et André Malraux, sollicités à intervenir, se sont gardés de le faire. Eux aussi se sont tus. Pourquoi avait-on envoyé Serge en Sibérie ? Maintenant que les deux ans se sont écoulés, va-t-on encore prolonger sa déportation ?

Voilà sept ans que Serge est en butte aux tracasseries de la bureaucratie stalinienne. En 1927, on arriva même à l'emprisonner. Sa femme est, depuis, la proie d'une très grave maladie mentale et leur fils, qui a dû rejoindre son père à Orenbourg, est tombé malade également à cause de sous-alimentation et manque de soins.

Un télégramme reçu il y a quelques semaines annonçait d'autre part que Victor-Serge lui-même était alité et dévoré de fièvre.

Les Barbusse, les Gide et semblables autres « amis » de l'U. R. S. S. se taisent. C'est à l'opinion ouvrière de tous les pays qu'il faut s'adresser pour arracher un homme comme Victor-Serge à la mort dans un lieu de déportation.

Ceux qui ont connu Victor-Serge, militant révolutionnaire en Catalogne et en Russie, avant la mort de Lénine, ceux qui connaissent l'œuvre révolutionnaire de l'auteur de « Hommes dans la Prison », savent qu'en aucun cas on ne peut assimiler Victor-Serge à un ennemi de la révolution russe.

Victor Serge doit être libéré !

« national, tandis que les sapistes, gens sensés et réalistes, veulent laisser agir le « processus historique ».

La position que nous prête le S. A. P. est une pure dérision. L'édification de la IV^e Internationale dépend des efforts opiniâtres de révolutionnaires, agissant dans des conditions historiques données. Nous avons montré que cette édification dépend de toute la marche de la lutte des classes, en premier lieu en France. Nous avons tracé deux perspectives : ou bien les travailleurs de France, dans une lutte acharnée contre le fascisme, briseront avec lui la société bourgeoise, levant ainsi bien haut le drapeau de la Révolution dans le monde entier, ou bien le fascisme passera sur l'échine du prolétariat français, le monde et, en premier chef, l'Europe seront plongés dans la barbarie de la réaction et de la guerre. Dans les deux cas, la voie de la victoire, brève ou longue, passera par la IV^e Internationale.

Lorsque le S.A.P. répète de côté et d'autre que les trotskystes sectaires ignorent le « processus historique », il ne fait que chercher un mauvais prétexte pour se dérober au travail conséquent pour la IV^e Internationale. La Nouvelle Internationale est le résultat d'un « processus historique » ? Alors, pourquoi s'en inquiéter actuellement ? Laissons faire le « processus ».

A la Conférence de Saint-Denis, des organisations n'appartenant ni à la Seconde ni à la Troisième Internationale, qui s'est tenue il y a quelques semaines, le S. A. P. refusa de voter la proposition des deux partis hollandais (unifiés maintenant) :

« La Conférence déclare que, pour mener la lutte internationale, le prolétariat doit créer une nouvelle Internationale. »

C'était trop net et trop simple. Pas de « processus » ? C'est impossible. Et le S.A.P. se retrouva avec une dizaine d'organisations pour condamner les deux Internationales existantes et aussi... l'idée de la Nouvelle Internationale. Les anciennes ne sont bonnes à rien, mais pas de nouvelle ! Fermions les yeux et suivons le « processus ».

Sur la voie de la IV^e Internationale, il y aura bien des hésitations. Ces hésitations sont, en un certain sens, inévitables : les ouvriers n'abandonnent pas facilement leurs vieilles organisations, dans lesquelles ils avaient mis leurs espoirs et leur confiance, et surtout ils ne distinguent que peu à peu la voie à suivre. Mais finalement la leçon des événements sera la plus forte. Or, le S. A. P. représente l'hésitation professionnelle. Il apporte aux hésitants des formules savantes sur le « réalisme » et le « processus historique » et par cela même ne peut que prolonger leurs célamtes. Il y a quelques mois, le S. A. P., par une attitude résolue, aurait pu, en alliance avec les bolchéviks-léninistes, faire de grands pas en avant vers la IV^e Internationale. Il tourne maintenant directement le dos à cette tâche.

VAN.

L'UNITÉ SYNDICALE moyen de réalisation d'un Programme d'Action

Actuellement, les directions des deux centrales syndicales se maintiennent chacune dans un véritable camp retranché sur le problème de l'unité du mouvement syndical.

Les dirigeants syndicaux unitaires comme confédérés cherchent le meilleur terrain de manœuvre pour conserver leur influence sur les masses ouvrières.

Cette situation pèse lourdement sur l'esprit des travailleurs syndiqués, d'autant plus que nulle part dans le mouvement ouvrier apparaît une direction responsable capable de comprendre les intérêts de la classe ouvrière, de poser les problèmes de la lutte révolutionnaire, d'entraîner les ouvriers dans la bataille de classes vers des objectifs révolutionnaires.

L'unité syndicale entreprend un rassemblement de ceux qui veulent renverser les obstacles à l'unité syndicale. Ce rassemblement s'opère sur la base de la résolution de la Fédération confédérée des services publics. Cette motion est, au sein de la C.G.T., très progressive : elle fixe les modalités de la fusion, à tous les étages, des deux centrales ; elle reconnaît le droit aux tendances syndicales de s'organiser. Au point de vue formel, c'est, à l'heure actuelle, la position officielle de la C.G.T.U.

Mais ces camarades qui, courageusement, rassemblent les militants de la C. G. T. en accord sur les formalités de la fusion syndicale, ne paraissent pas avoir compris les tâches essentielles de la lutte pour l'unité syndicale. Car, l'unité syndicale ne peut être qu'un moyen de réalisation d'un programme d'action syndicale.

L'unité syndicale, comme le front unique du Parti communiste et du Parti socialiste, ne peut être que source de désillusions et de défaites profondes en l'absence d'une politique révolutionnaire.

Nous avons toujours lutté pour la réalisation du front unique des organisations ouvrières comme moyen de réalisation d'un programme d'action. Nous luttons aujourd'hui pour le triomphe de ce programme d'action au sein du front unique.

De même, notre tâche essentielle dans l'action pour la réalisation de l'unité syndicale est la lutte ardente, inlassable, pour la pratique de l'action syndicale révolutionnaire pour vaincre la bourgeoisie.

Dans cette lutte pour le triomphe d'une politique révolutionnaire de grands courants sont à surmonter, à commencer par le stalinisme, expression d'une politique de défaites, de capitulation (Allemagne).

Seule, la réalisation de notre programme d'action avec des méthodes et tactiques de lutte révolutionnaire détermine nos luttes à mener contre toutes entraves ou tout frein.

Déjà dans de précédents numéros de *La Vérité*, nous avons indiqué les grandes lignes d'un programme d'action syndicale : socialisations avec comme point de départ le contrôle ouvrier et l'abolition du secret commercial, défense syndicale à l'aide de milices ou de piquets de grève organisés, lutte pour l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan. Liaison de la lutte pour des objectifs révolutionnaires, avec la lutte pour les revendications immédiates : salaires minima par industrie, semaine de quarante heures sans diminution du salaire hebdomadaire... Nécessité d'une stratégie des grèves, condamnation des habitudes et de la pra-

Les résultats immédiats

Il est temps de se dresser avec la dernière vigueur contre la philosophie des dirigeants de la C.G.T. selon laquelle la politique opportuniste, en délaissant le programme de l'affranchissement total des travailleurs, sert leurs intérêts immédiats.

Jouhaux répète à chaque occasion : c'est très bien de transformer la société, mais on ne peut pas laisser les chômeurs attendre. Il faut leur donner, à l'instant même, du travail et du pain. Cet argument serait très probant si vraiment la politique de la C.G.T. avait démontré une capacité de procurer du travail et du pain. Mais ce n'est malheureusement nullement le cas. C'est depuis la guerre que la direction de la C.G.T., avec Jouhaux en tête, a changé radicalement sa politique en promettant aux travailleurs de leur assurer, par la collaboration de classes et non par la lutte révolutionnaire, l'aisance et la paix. C'est sous le signe de cette promesse que Jouhaux a noué des relations d'amitié avec les organisations patronales et avec l'état bourgeois. C'est pour assurer la paix qu'il est allé à Genève.

Après plus de vingt ans de cette politique opportuniste, conciliatrice et patriarcale, nous pouvons et nous devons tirer son bilan. Ce bilan relate une faillite complète. Si la politique de Jouhaux est capable de donner des résultats immédiats, pourquoi donc la classe ouvrière est-elle plongée dans la misère la plus profonde ? Pourquoi sommes-nous devant le spectre d'une nouvelle boucherie mondiale ? enfin, pourquoi les syndicats eux-mêmes sont-ils menacés de l'extermination totale de la part de la réaction fasciste ?

Nous affirmons qu'en abandonnant la lutte de classes implacable, la politique de la C.G.T. a livré à l'ennemi de classe non seulement le but suprême du mouvement ouvrier, c'est-à-dire le socialisme, mais aussi surtout les intérêts les plus vitaux, les plus élémentaires, les plus immédiats des masses travailleuses. Toute l'histoire du mouvement ouvrier explique et éclaircit les causes de la faillite de la politique jouhaussiste : les exploitateurs ne font les moindres concessions que lorsque leur situation privilégiée est sérieusement menacée. D'autre part, la situation des exploités ne peut être sérieusement menacée que par la lutte implacable des exploités. Toute la sagesse de la politique syndicale, de la politique prolétarienne en général est dans cette formule simple et claire : il faut lutter pour ne pas être affamé et étranglé par le fascisme, il faut doubler et tripler la lutte pour renvoyer l'ennemi, pour s'emparer du gouvernement et des moyens de production, pour abolir définitivement l'exploitation et l'oppression. C'est au nom de la lutte révolutionnaire, comme seule voie de salut, que nous condamnons irréconciliablement la politique capitulaire de la direction de la C.G.T.

« L'unité syndicale est un moyen de réalisation d'un programme d'action syndicale. »

Des militants confédérés se sont attelés à cette tâche d'élaboration d'un programme d'action syndicale ; ils font appel à tous les ouvriers confédérés qui sont décidés à mener la bataille révolutionnaire.

Pour l'unité syndicale à tout prix !
Pour le triomphe d'un programme d'action syndicale révolutionnaire !
Vive l'opposition révolutionnaire dans la C.G.T. et la C.G.T.U. !

DU PACIFISME AU MARXISME

Lettre ouverte aux "Combattants de la Paix"

Camarades Pacifistes,

Vous allez tenir votre IV^e Congrès.

Depuis sa fondation, en 1931, les Congrès annuels de la L. I. C. P. ont une tradition : les tendances se heurtent avec passion et le spectre de la scission plane sur vos délibérations : Angers 1932, Paris 1933, Montargis 1934.

Luttes personnelles, comme certains d'entre vous le déclarent trop légèrement ? Non, lutte politique, lutte de programmes.

« Nous ne faisons pas de politique, dites-vous, nous appelons toutes les bonnes volontés à se grouper contre la guerre, sans distinction de tendance. Et nous avons un programme : contre la guerre, par tous les moyens ! »

Camarades, permettez-nous de vous dire que la Paix et la Guerre sont essentiellement des questions politiques. Ne jouez pas avec les mots ! Les bonnes volontés ne suffisent pas : il faut un programme précis, des méthodes claires, une organisation solide.

Tirailée par des courants divers : désarmement unilatéral ou simultané, insurrection ou acte individuel, grève générale ou « l'invasion plutôt que la guerre », objection de conscience ou violence révolutionnaire, grève des naissances ou éducation de la jeunesse, la L. I. C. P. a été déchirée dès sa naissance par des luttes internes violentes.

Au milieu de cette incohérence et à travers ces luttes et ces scissions, une aile gauche s'est dégagée peu à peu des brouillards du « pacifisme » vague, puis s'est approchée à grands pas des positions marxistes.

En 1932, elle préconisait à Angers l'adhésion de la L. I. C. P. au Congrès Mondial d'Amsterdam.

Cette position exprimait chez ces camarades l'attraction exercée sur eux par les organisations révolutionnaires, le besoin de clarification idéologique et la compréhension de plus en plus nette de ce fait que le problème de la Guerre ou de la Paix ne peut être résolu que par la classe ouvrière.

Depuis, la faillite du mouvement d'Amsterdam est apparue avec éclat à leurs yeux : ils ont compris que cette faillite est due précisément à l'abandon par le P. C. stalinisé, de la position léniniste contre la guerre, et par voie de conséquence, de l'adoption par le mouvement d'Amsterdam, d'une plateforme pacifiste vague, hétérogène et nébuleuse, à peu près semblable à celle de la L. I. C. P.

La catastrophe allemande, la victoire de Hitler accentua encore la différenciation au sein de la Ligue et activa l'évolution de l'aile gauche et la clarification de ses positions.

Une fois mise en branle, cette aile gauche dépassa rapidement son pôle idéologique : Romain Rolland, qui recher-

chait en vain une synthèse des méthodes de Lénine et de Gandin.

En 1933, ces camarades étaient déjà convaincus qu'il n'est pas d'action efficace dans une ligne amalgamant les idéologies les plus contradictoires.

Après les événements de février 1934, à Vienne et à Paris, ils firent encore un pas décisif : ils comprirent la nécessité de construire un Parti révolutionnaire et ils militent depuis activement dans nos rangs, où d'autres camarades les ont rejoints, à Paris et en province.

Et maintenant, Combattants de la Paix, votre Congrès va s'ouvrir. Vous êtes devant les mêmes problèmes qu'aux Congrès précédents : que faire contre la guerre ? Et comment ?

Certes, la L. I. C. P. a progressé : elle dénonce aujourd'hui la S. D. N. comme « société des représentants de l'impérialisme, source d'intrigues et de pratiques secrètes ». Quel chemin parcouru depuis le soir où vous acclamiez à la gare de Lyon, Briand, représentant de l'impérialisme français !

Et cela est méritoire dans un temps où les liquidateurs stalinistes de l'III^e Internationale répandent dans le prolétariat l'illusion mortelle que « la S. D. N. pourrait être un léger frein contre la guerre » et font sombrer la politique extérieure de U. R. S. S. dans la diplomatie secrète.

Mais, camarades, que signifie cette « Union France-Allemagne-U. R. S. S. », ce « bloc européen complètement indépendant de l'impérialisme anglais », dont Henri Guilbeaux et votre programme préconisent la constitution ?

Si à la S. D. N. des gouvernements impérialistes, vous opposez la « Société des peuples », pourquoi en exclure le peuple anglais ? Si l'Union France-Allemagne-U. R. S. S. n'est pas une « Société des peuples », mais un bloc de gouvernements, quelle différence essentielle y a-t-il entre ce fameux bloc et la S. D. N. impérialiste ?

Pour nous, l'unité européenne, c'est la constitution des Etats-Unis Socialistes d'Europe, par l'action révolutionnaire du prolétariat international, par la lutte à mort contre le capitalisme, source de guerre.

La place nous manque ici pour parler de l'extraordinaire monument d'utopies et de contradictions que constitue le rapport de Sébastien Faure sur le « Désarmement unilatéral ». Retenons simplement que pour « imposer », « arracher » au gouvernement le désarmement, le théoricien anarchiste indique comme moyens les meetings, les affiches et... « les harangues de plus en plus enflammées ». La bourgeoisie et les troupes de choc fascistes ont d'autres armes que celles-ci !

En octobre 1916, Lénine écrivait : « Le désarmement est l'idéal du Socialisme. Dans la société socialiste, il n'y aura plus de guerres : par conséquent, le désarmement sera réalisé... » Mais... « Une classe opprimée qui ne s'efforcera pas d'apprendre à se servir des armes, mériterait simplement d'être traitée en esclave... Dans toute société de classes — qu'elle soit basée sur l'esclavage, sur le servage ou, comme à présent, sur le travail salarié — la classe des oppresseurs est armée... L'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat est un des faits les plus remarquables, les plus graves, les plus significatifs qui caractérisent la moderne société capitaliste. »

« ...Formuler une « revendication » de « désarmement », cela équivaudrait à renoncer une fois pour toutes à l'idée de la lutte de classes, à l'idée de la révolution. Notre mot d'ordre doit être : armement du prolétariat pour qu'il puisse vaincre, pour qu'il puisse exproprié et désarmer la bourgeoisie. ... Il faut d'abord que le prolétariat désarme la bourgeoisie : après cela, mais seulement après cela, il pourra sans manquer à sa tâche historique et mondiale, jeter à la ferraille toutes les armes en général. Et c'est ce que fera certainement le prolétariat mais pas avant d'avoir accompli sa révolution. » (Lénine — Contre le Courant.)

Pour préparer, organiser cette révolution, il faut rebâtir le Parti mondial du prolétariat, lutter pour construire la III^e Internationale.

Camarades pacifistes, bien à tort, vous accusez souvent les léninistes d'« attendre » la guerre pour la transformer en guerre civile. Erreur, camarades ! Comme vous, nous savons qu'une nouvelle guerre mondiale serait un immense recul historique, saignerait à blanc le prolétariat international, accumulerait des ruines incalculables et opposerait des difficultés inouïes pour le travail révolutionnaire.

Pour empêcher la guerre, il faut, avant qu'elle n'éclate, que le prolétariat s'empare du pouvoir et détruise le régime capitaliste.

Cette tâche gigantesque et cependant urgente, nécessite la création du Parti de la Révolution, par le regroupement sur une plateforme nette, des éléments révolutionnaires épars dans les Partis Socialiste et Communiste, ou ailleurs, en France et dans le monde entier.

Combattants de la Paix, vous êtes contre la défense nationale, contre l'Union Sacrée, vous ne voulez pas que l'antifascisme dégénère en chauvinisme anti-allemand, vous êtes des travailleurs, vous êtes internationalistes : pour l'action, rejoignez la tendance bolchevick-léniniste du Parti Socialiste, sous le drapeau de Lénine et Trotsky, les artisans d'octobre 1917.

LA VÉRITÉ.

A travers la presse syndicale

LE PLAN DE LA C. G. T. EST DISCUTE PAR LES MILITANTS DE LA BASE

La lecture de la presse syndicale hebdomadaire ou mensuelle révèle les préoccupations des militants confédérés, leurs appréciations du plan de leur centrale syndicale.

Tous les militants se rallient aux mots d'ordre des socialisations, mais se divisent quand se pose la question de : Comment ? Nous allons voir que déjà un grand nombre aperçoivent la nécessité de résoudre, préalablement aux nationalisations préconisées par le « plan », le problème de la prise du pouvoir politique.

Dans *Le Couvre-Chef*, de janvier-février 1935 (organe de la Fédération Nationale de la Chapellerie), le camarade M. Petitjean, au cours d'un article sur le plan, écrit que :

Devant les tâches grandioses qui nous attendent, allons-nous rester dans un superbe isolement et ignorer les forces qui se meuvent sur le terrain politique et qui se dirigent dans la même direction que nous ? Je dis que nous ne le pouvons pas !

Ainsi est indiquée la lutte dans la C.G.T. pour entraîner la centrale ouvrière dans un large front prolétarien. Petitjean poursuit sa discussion et explique pourquoi le front unique des organisations politiques et syndicales est indispensable pour la lutte à mener contre la bourgeoisie :

Si je suis un partisan de la collaboration avec un parti politique, c'est parce que je suis convaincu

que, pour l'application du plan, il faudra aller jusqu'à la prise du pouvoir, pour briser toutes les forces de la bourgeoisie qui seront coalisées contre nous.

Petitjean se sépare nettement de la conception utopique des camarades de la « Révolution Proletarienne » qui lancent le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux syndicats ». Malheureusement, Petitjean n'examine pas le problème de la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

SUR LE « PLAN SYNDICAL » DE LA « REVOLUTION PROLETARIENNE »

Dans « L'Effort », organe des syndicats autonomes de Lyon (numéro du 2 février 1935), une étude est consacrée au « plan syndicaliste ». Le camarade, auteur de l'étude, indique la supériorité (?) de celui-ci sur le plan de la C.G.T. ; mais il est contraint de constater que ni l'un ni l'autre ne trace la voie pour la prise du pouvoir.

Le « plan syndicaliste » envisage le problème...

Le camarade de « L'Effort » exprime cette double constatation en ces termes, parlant toujours du « plan syndicaliste » :

« Evidemment il n'est pas applicable actuellement, pas plus d'ailleurs que le Plan de la C. G. T. Il indique ce qu'il faudrait faire, il n'indique pas comment le faire. Le Plan de la C. G. T. ne l'indique pas davantage. Le problème de la prise du pouvoir est d'ailleurs un autre problème que l'établissement du Plan. Ce qui est certain, c'est que le Plan syndicaliste ne peut être appliqué que par la classe ouvrière au pouvoir. »

Toujours la question : Comment ?

NECESSITE DE LA LUTTE PHYSIQUE ANTIFASCISTE

Mais continuons l'examen de l'opinion des militants confédérés sur les problèmes actuels de la lutte ouvrière. Le camarade Marchesin, dans le numéro du 5 février 1935 du « *Tranway* » de Lyon (organe des employés de la Cie O.T.L.), montre le besoin urgent d'organiser des Groupes de Combat, de renforcer les organisations ouvrières. Il dit que :

« Pour lutter contre le fascisme, il faut conserver et renforcer les instruments et les moyens de lutte : les organisations, la presse, les réunions, etc... Tout cela le fascisme le menace directement et immédiatement. Il est encore trop faible pour se mettre à la lutte directe pour le pouvoir ; mais il est assez fort pour tenter d'abattre les organisations ouvrières morceau par morceau, pour tremper dans ces attaques ses bandes, semer dans les rangs ouvriers l'accomblement et le manque de confiance dans leurs forces.

Le fascisme trouve des auxiliaires inconscients dans la personne de tous ceux qui disent que « la lutte physique » est inadmissible et sans espoir et réclament du gouvernement le désarmement de ses gardes fascistes.

Pour lutter contre le fascisme, il faut que chaque organisation, chaque syndicat forme ses groupements de défense, car il n'y a que la lutte physique qui puisse vaincre le fascisme.

Exploités, debout pour la formation à l'intérieur de votre organisation, de vos groupes de combat. »

Et, il termine son article par cette affirmation :

« Vaincre le fascisme, c'est prendre le pouvoir. »

TOUJOURS SUR LE PLAN DE LA C. G. T.

« Le Flambeau des P.T.T. » de Dijon (numéro de janvier 1935) publie une étude

particulièrement intéressante du camarade Bardin, militant de la Fédération des Travailleurs des P.T.T. confédérés :

« Toute la polémique est centrée autour de cette affirmation d'Henri de Man, le père du planisme cher à la C. G. T. :

« C'est par le pouvoir qu'on va à la révolution, et non par la révolution qu'on conquiert le pouvoir. »

Avez-vous compris ?

« C'est par le pouvoir qu'on va à la révolution. C'est-à-dire qu'il faut être au pouvoir pour réaliser effectivement nos solutions. Cette affirmation formulée avec ambiguïté paraît exacte. Mais comment être au pouvoir ? Pas par la révolution, affirmation de Man et l'éditorialiste du « Peuple », mais « par le plan ». Et voilà, le tour est joué : la bourgeoisie est libérée, elle donne le pouvoir à la classe ouvrière qui veut l'exproprié.

Nous sommes d'accord pour affirmer la nécessité de nationaliser les industries-clés, le crédit, les banques, en définitive, pour construire le socialisme. Mais, complètement en désaccord pour attendre le pouvoir afin de réaliser. Et cependant nous sommes unanimes pour affirmer qu'il faut être au pouvoir pour réaliser.

Ainsi, que l'éditorialiste du « Peuple » le veuille ou non, le problème central actuel, c'est la conquête du pouvoir, première phase de la révolution.

Les bolcheviks russes n'ont pas conquis le pouvoir par le plan, mais par l'insurrection armée :

« Seulement, attention ! La preuve est faite du bien-fondé des planistes, ce sont les communistes qui, en U.R.S.S. ont, les premiers, mis au point un plan, cette « idée générale » nous dit l'éditorialiste du « Peuple » René Belin. Dans le temps, c'est vrai. Mais les bolcheviks n'ont pas conquis le pouvoir

par le plan, mais par l'insurrection armée.

Pourquoi sembler ignorer cette première phase de la révolution victorieuse en Russie ?

Nécessité d'un large front prolétarien :

Les organisations ouvrières, unies dans un large front antifasciste, auront pour tâche d'animer cet ensemble que constitueront les comités de contrôle et les comités de quartiers, de diriger la lutte des masses populaires vers le premier objectif de la révolution : la conquête du pouvoir.

C'est sur cette voie seulement que la lutte victorieuse est possible, que l'on peut bien préparer toutes les armes éprouvées nécessaires à la prise du pouvoir. C'est sur cette voie seulement que l'on peut parler de nationalisations qui seront réalisées par les ouvriers eux-mêmes, par une lutte de classe intransigeante au travers de leur propre pouvoir dont les comités constitueront l'embryon.

Rassemblement populaire ? Oui, mais animé par des méthodes de lutte révolutionnaire :

Le rassemblement populaire, pour faire triompher les mots d'ordre du plan de la C.G.T., peut vaincre, à condition qu'il se fasse autour de méthodes de lutte conséquentes, à condition qu'il soit d'abord prolétarien.

« Insurrection ou Plan », écrit l'éditorialiste du « Peuple ». Non, lutte de classe intransigeante qui doit se traduire par une lutte irréconciliable des masses exploitées contre leurs exploités : pour la défense de leur situation acquise, pour la défense des libertés ouvrières, en vue de la prise révolutionnaire du pouvoir, la destruction de l'Etat bourgeois, l'instauration du pouvoir ouvrier et paysan, première phase de la révolution socialiste.

Le pouvoir aux travailleurs, seul barrage à la guerre, seul appui à l'U.R.S.S. seule issue à la crise

I
Le Congrès du Parti Socialiste considère que toute la situation nationale et internationale impose au prolétariat de prendre sans délai la tête de la lutte pour le pouvoir. Si la classe ouvrière et les opprimés de toute condition ne parviennent pas à s'emparer du pouvoir, en expropriant la bourgeoisie, c'est la réaction militariste des Tardieu et des Weygand et le fascisme des La Rocque, des Bucart et des Taittinger qui inévitablement s'en empareront.

C'est pourquoi le parti socialiste proclame sa volonté de rassembler les masses travailleuses immédiatement sous le mot d'ordre de la lutte pour le pouvoir, qui doit servir d'axe à l'action du parti sur tous les terrains : politique, économique, social, militaire.

La seule voie vers le pouvoir est la voie révolutionnaire. Entre les méthodes réformistes et les méthodes insurrectionnelles, il n'y a pas de place pour une troisième méthode. Seule la force est la grande accoucheuse des sociétés.

II
La condition préalable de cette lutte est l'action sans merci contre le gouvernement de spoliation et de guerre de Flandin, qui, loin de défendre les libertés des travailleurs au sein du régime capitaliste, les détruit méthodiquement avec le concours des fascistes, des militaristes et de l'Eglise.

Le Parti Radical-Socialiste lui apporte son concours dans cette tâche; c'est pourquoi le Parti Socialiste considère indispensable la rupture de toute attache avec lui aux élections, au Parlement, hors du Parlement.

Il découle aussi de là que toute attitude ou pratique d'opposition bienveillante envers le Gouvernement, et sa politique (votes au Parlement, etc...) doit être dénoncée comme incompatible avec une orientation révolutionnaire vers le pouvoir.

La lutte pour le pouvoir nécessite la rupture avec toute promesse et toute pratique d'Union Sacrée « même en cas d'agression caractérisée de l'Allemagne » (Discours de Blum), même sous le signe de la défense de l'U. R. S. S. Le Parti doit mener la lutte pour la révolution et l'instauration des Etats-Unis Socialistes d'Europe, comme seul moyen d'éviter la guerre. Si la guerre éclate néanmoins, la lutte pour le pouvoir doit se poursuivre

par la continuation de la lutte de classes, sans égard à la défaite de son propre impérialisme.

La lutte pour le pouvoir doit comporter également une propagande appropriée pour gagner au socialisme les exploités sous les armes.

III
Le Parti Socialiste déclare que les conquêtes démocratiques (libertés de réunion, de presse, d'association), qu'il ne faut pas confondre avec l'Etat parlementaire et la Constitution de 1875, ne peuvent être efficacement défendues que par les méthodes de l'action de masse révolutionnaire. Utilisant ces conquêtes subsistant de la période démocratique comme moyen et point de départ pour une action non limitée par la légalité bourgeoise, l'action de masse dirigée par les socialistes conduira à la lutte décisive pour le renversement de la bourgeoisie.

IV
La propagande et l'action pour le pouvoir se développeront sur la base d'un programme d'action contenant les grandes revendications (nationalisation des banques et des industries-clés) liées aux revendications particulières à chaque couche laborieuse (mise au point d'une charte de revendications principalement pour les ouvriers, les femmes, les jeunes, les paysans, les chômeurs, les étrangers, les employés, les petits boutiquiers, les colonsiaux).

La lutte pour ces revendications sera placée sous le signe du contrôle par les exploités sur la production, l'échange et le crédit monopolisés par une poignée d'exploiteurs.

Le Parti fera appel aux syndicats confédérés pour se joindre à l'action commune en vue de susciter des rassemblements et des actions de masse autour des revendications ci-dessus, inscrites dans le Plan confédéral.

V
La propagande autour des revendications ci-dessus mentionnées sera liée aux mots d'ordre suivants comme principaux objectifs et moyens sur la voie du pouvoir :

- a) Popularisation et préparation de la grève générale;
- b) Création de la milice ouvrière;

c) Propagande pour l'armement du peuple.

VI
Le Parti souligne que la lutte pour le pouvoir ne peut que signifier la lutte pour la destruction radicale de l'appareil de l'Etat bourgeois (policier, administratif, constitutionnel et militaire) et son remplacement par l'Etat des ouvriers et des paysans dont la forme a été trouvée par la Commune de Paris, puis réalisée par la Commune soviétique. Le Parti en vue de commencer d'instaurer la dualité de pouvoir, à l'intérieur de la société, créera les premiers éléments du pouvoir ouvrier (comités de quartier, communes ouvrières et paysannes, comités d'usine, cercles de soldats).

VII
Le Parti exige l'octroi de libertés élémentaires aux indigènes des colonies opprimées par la bourgeoisie française (libertés syndicales, de presse, de réunion, etc...). La classe ouvrière de France ne peut conquérir le pouvoir qu'en liaison avec les peuples et classes exploités par le capitalisme français dans ses colonies.

Dans la lutte pour le pouvoir un rôle important sera rempli par les catégories d'exploités les plus opprimées, tels que les jeunes, les femmes et les ouvriers immigrés. Le Congrès du Parti Socialiste décide donc de mener une campagne qui leur soit particulièrement destinée, et notamment de développer avec intensité un programme spécial de revendications qui leur soient propres.

VIII
La victoire des travailleurs n'est pas possible sans une forte cohésion, sans la constitution, dans la sélection de la lutte, d'une direction révolutionnaire, c'est-à-dire, dans les conditions présentes d'organisation de la classe ouvrière, d'un regroupement de ses éléments conscients dans un seul parti révolutionnaire constitué sur une base politique claire déduite des enseignements, des victoires et des défaites du passé.

Pour hâter ce regroupement, dans le feu de l'action, est décidée la tenue régulière d'assemblées communes, entre membres de divers partis prolétariens en vue d'élaborer une plate-forme d'unité de contenu véritablement révolutionnaire.

Et la démocratie ?

Le 15 avril s'est réuni le premier Comité d'Entente depuis la nomination de la nouvelle C.E. A l'ordre du jour : ratification du bureau fédéral; rapport du délégué à la propagande. Les débats n'ont porté que sur le premier point. La grande majorité des groupes ont critiqué l'absence de démocratie de la nouvelle direction, son inactivité particulièrement en direction des usines et des soldats. Le bureau fédéral actuel, uniquement composé de J.S.R. en violation des votes de l'Entente, a été repoussé par 264 mandats contre 141 et 95 abstentions. dont une grande partie s'est prononcée contre l'activité du bureau fédéral. Nous publions ci-dessous une circulaire que notre tendance avait adressée aux militants de l'Entente.

Quelle est la situation de l'Entente de la Seine depuis le dernier Congrès fédéral ?

Les débats trop longs et trop confus du Congrès et la nette volonté de polémique sans principes qui l'animait n'avaient pu permettre d'aboutir à une perspective claire.

Pourtant, la tendance bolchevik-léniniste, sur la base des déclarations des deux motions, avait offert le travail commun sur la base d'accord, qui pourrait être constituée, et la discussion fraternelle des divergences.

Nous n'avions jamais caché notre appréciation sur le caractère hétérogène et contradictoire du bloc J.S.R., mais nous pensions que le meilleur moyen d'éclaircir la situation était cet essai de travail en commun sur une base politique définie. Naturellement, l'épreuve des faits dénoncerait ceux des J.S.R. pour qui leur motion au Congrès n'avait constitué qu'une plateforme électorale.

Au Congrès même, on n'avait répondu à notre offre que par des attaques violentes, une ironie facile et l'affirmation : nous gouvernerons !

Quelle direction devait sortir du Congrès ? La répartition des mandats était la suivante : 406 J.S.R. ; 235 J. L. ; 35 Spartacus. On avait donc une C.E. composée comme suit : 8 J.S.R. ; 4 B.L.-J.S. ; 1 Spartacus. La presque totalité des groupes avait manifesté la volonté de voir à la tête de l'Entente une direction, non pas majoritaire, mais proportionnelle.

C'est-à-dire que l'Entente voulait une collaboration des tendances à la direction du mouvement J.S. dans la Seine. Et cette collaboration entre diverses tendances ne pouvait se faire que sur une base politique commune, réservant à la discussion intérieure dans nos sections les points de divergence.

Or, il faut bien que l'Entente le sache : une telle direction n'a pas été rendue possible par la volonté très nette de la poignée des camarades J.S.R. qui sont à la direction.

Face à la volonté de l'Entente : direction proportionnelle des tendances, les dirigeants J.S.R. ont répondu, ou plutôt sournoisement réalisé dans les faits : gouvernement majoritaire.

Ils se sont attribués tous les leviers de commande dans la C.E., abandonnant généreusement aux cinq membres de la minorité... le G.A.F., la documentation, les loisirs.

Ils ont catégoriquement refusé à la minorité les postes de secrétaires-adjoints qu'elle a demandés alors. La composition des commissions est décidée, ont-ils répondu, par le responsable, un J.S.R.

Ils ont supprimé — qui pouvait prendre cette décision ? — le B.P. qui dirigeait politiquement l'Entente entre deux séances de C.E. et comprenait proportionnellement les tendances de l'Entente (Rousset B.L., Zeller (Dumont), Brando (J.S.) et l'ont remplacé par un Secrétariat qui ne comprend que des J.S.R.

La situation est donc claire : on impose, malgré les votes, à l'Entente, un gouvernement majoritaire; on repousse toute offre de travail en commun avec la minorité à la direction; on brime la minorité, en lui retirant toute participation aux responsabilités de la direction et en la réduisant à une attitude passive : accepter sans discussions les propositions J.S.R. ou voter contre.

Cette situation appelle la tendance B.L. à faire une triple remarque :

I. — Les dirigeants J.S.R. ont violé les décisions de l'Entente dans sa presque unanimité.

II. — Nous ne pouvons, bien entendu, prendre aucune part de responsabilité dans les actes et paroles de la direction actuelle, puisque nous n'y avons aucune part.

III. — Nous n'avons pas voulu dans la situation actuelle ouvrir une polémique et une lutte fractionnelle dans l'Entente de la Seine, qui est déjà lourdement éprouvée et se trouve dans de lourdes tâches. Nous disons simplement pour le moment : on nous impose, on impose à l'Entente une expérience fâcheuse que nous aurions voulu éviter; mais soit ! l'expérience jugera; l'expérience juge

les précédentes, des contradictions du régime capitaliste et, si la classe ouvrière ne peut parvenir à l'empêcher d'éclater, son rôle, son intérêt seront au cours même de la guerre de buter pour la paix par tous les moyens, qui se réduisent à celui-ci : LA REVOLUTION SOCIALISTE.

LA SECTION SOCIALISTE D'ANTIBES.

déjà. Pour nous, B.L., nous avons confiance que notre action, notre travail d'éclaircissement politique amèneront tous nos camarades, à la base, à une meilleure compréhension des choses.

Il faut nettement manifester, comme nous l'avons fait à la C.E., notre désapprobation de toute l'attitude du noyau dirigeant « Spartacus » qui a fait démissionner de la C.E. le camarade qui représentait cette tendance. Ce n'est pas en abandonnant le sort de l'Entente à une direction exclusivement J.S.R., dont nous estimons en commun l'orientation fautive, que nous résoudrons les difficultés de l'Entente.

Nous ne saurions accepter l'assimilation de notre activité intérieure à l'Entente à ce que les « Spartacus » nomment « une lutte de clans, qui se battent pour le pouvoir ». Pour nous, la direction de l'Entente du J.S. de la Seine est un instrument précieux de progression révolutionnaire, si nous y sommes délégués par la confiance de la majorité et nous y appliquons une ligne politique révolutionnaire. Nous dénonçons dès maintenant l'attitude passive et inconsciente des camarades de « Spartacus » qui se refusent à rattacher logiquement nos principes politiques qu'ils proclament justes, avec nos règles d'organisation qu'ils croient fausses. Si nos camarades « Spartacus » étaient davantage mêlés à l'activité de l'Entente et du mouvement ouvrier, ils auraient une plus juste notion de la démocratie prolétarienne et des exigences de son développement réel.

La situation est donc claire : nous avons, malgré les volontés de l'Entente, une direction majoritaire. Nous n'assumons aucunement la responsabilité de sa gestion, puisque nous n'avons pas possibilité d'y participer. Nous appuierons tout ce qui sera fait dans un sens progressif. Nous critiquerons et dénoncerons devant toute l'Entente toutes les fautes commises, les manquements à la motion politique, sur laquelle les J.S.R. ont triomphé.

Et dès le prochain Comité d'Entente, nous poserons quelques questions pour montrer ce qui a été fait ou négligé par la direction depuis son entrée en fonction.

Les Jeunes de la tendance Bolchevik-Léniniste.

PERMANENCE

pour clôture du Collectage
SAMEDI 20 de 18 à 20 h.

Les camarades n'ayant pas à cette date réglé le produit de leur collectage seront redevables de la valeur du matériel emporté

Léon TROTSKY

La Bureaucratie Staliniste et l'Assassinat de Kirov

Prix : 3 frs

Edition de la Librairie du Travail
17, Rue de Sambre-et-Meuse - PARIS-10

La VÉRITÉ n'est plus mise en vente dans les kiosques.

Camarades ! Amis !
Abonnez-vous !
aidez-nous !

Abonnement à la « Vérité » :

	France	Etranger
13 n° successifs :	5 fr.	7 fr. 50
26 — — —	10 fr.	15 fr.
52 — — —	20 fr.	30 fr.

Renouvelez votre abonnement à temps ! (le numéro d'échéance est indiqué sur votre bande). G. C. P. : Pierre Frank, 1368-55, Paris.

VIN 10° extra garanti nat. l'hecto 160 — port fût neuf (repris 45 francs) — régie tout compris 3 échant. gratis
Camarade Dejardin, Aigues-Vives (Gard)

Toutes les garanties scientifiques de l'Hôpital et la liberté des soins à domicile

TARIF ACCESSIBLE A TOUS particulièrement aux Assurés sociaux

MAISON DE SANTÉ DE PARIS SUD du Docteur LACROIX ANTOINE

50, Avenue de Fontainebleau, VILLEJUIF (ITALIE 11-25)

Etablissement privé le moins coûteux de la région de Paris

Le Gérant: P. FRANK.

De Coster Fils, 12, r. Notre-Dame-de-Nazareth, Paris-8°

Défense nationale et Prise du Pouvoir

(Suite de la Première page)

Allemagne : la social-démocratie a volé des crédits pour des croiseurs, le parti communiste a propagé la libération nationale; mais, en fin de compte, c'est à Hitler que les masses petites-bourgeoises ont fait confiance pour déchirer le traité de Versailles.

En disant qu'on aime son pays, qu'on le défendra contre une agression hitlérienne, on ne détournera personne des tenants de la réaction. Tout au contraire : les phrases patriotiques et nationalistes pousseront les masses à suivre des organisations réactionnaires.

El c'est pourquoi tous ceux qui veulent sérieusement envisager la lutte pour le pouvoir doivent poser la question de la défense nationale et de la guerre et lui donner une réponse nette. Dans la résolution que nous présentons pour le Congrès, nous l'avons fait. Y aura-t-il des militants de gauche du parti socialiste pour préférer estomper la question et obtenir une unanimité de confusion, génératrice de défaite ?

DANS LE PARTI

PROTESTATION D'UN GROUPE DE SOCIALISTES ASNIEROIS SUR LA REDACTION DU POPULAIRE

Quatre camarades ont déposé à la dernière réunion de la Section S. F. I. O. d'Asnières la motion suivante :

La Section Socialiste d'Asnières, se souvenant du rôle véritable politique joué par le citoyen Renaudel au cours de sa vie militante, se rappelant en particulier la collaboration odieusement chauvine de celui-ci à l'humanité au cours de la guerre 1914-1918, sa collaboration à l'organisation de l'Armée de l'Air il y a quelques années et sa rébellion contre le Parti au côté de Marquet, proteste contre l'article de Bracke paru dans le Populaire du 3 avril dernier.

A cette occasion, la Section souligne que bien souvent la rédaction de l'organe central du Parti laisse à désirer, et ne correspond plus au sentiment révolutionnaire de la majorité du Parti.

Cette protestation, mise aux voix, après une tentative oblique d'étouffement, fut repoussée par 30 voix contre 11.

MASSERON.

RESOLUTION VOTEE PAR LA SECTION SOCIALISTE D'ANTIBES (A.-M.)

Dans sa réunion du 5 avril 1935, après discussion, la Section Socialiste a décidé de l'élever :

1° Contre l'acceptation, par la fraction socialiste parlementaire, des accords de Rome, car les socialistes doivent se refuser à se faire les complices de tout marchandage colonialiste et leur mot d'ordre doit être : Liberté aux peuples coloniaux.

2° Contre l'abstention de la fraction socialiste parlementaire au sujet de la défense passive, mais au contraire nous ont pour but, non d'assurer la défense des populations, mais au contraire de créer une psychose de guerre contre laquelle les socialistes doivent, par tous les moyens, s'élever.

3° Contre la position prise par le camarade Léon Blum, au nom du Parti Socialiste, au cours de son discours à la Chambre contre les deux ans, car il n'est pas vrai que, même en cas d'attaque hitlérienne, les travailleurs français se lèveraient comme un seul homme.

La Section Socialiste d'Antibes se voit contrainte de rapprocher cette position de celle de Frossard, sur la Sarre, avant le plébiscite, dans un article du « Petit Provençal » : « Nous sommes Français avant d'être socialistes, radicaux ou conservateurs. Pourquoi hésiter à le dire ? Le sentiment national prime, surtout, la revendication de classe. »

Bien au contraire, les socialistes doivent être avant tout et partout des socialistes et ne jamais oublier que « NOTRE ENNEMI EST DANS NOTRE PROPRE PAYS », même si une campagne de préparation au conflit démontrait (?)... « l'attaque hitlérienne ».

La prochaine guerre naîtra, comme

Pour propager la VÉRITÉ

envoyez-nous des adresses de camarades à qui nous ferons le service avant de solliciter leur abonnement.

NOMS

ADRESSES

Liste communiquée par :